

Du 23 au 25 juin 2005, une rencontre interafricaine, rassemblant des participants de 25 pays, s'est tenue à Bamako (Mali) sur le thème de l'Economie Sociale et Solidaire. Elle a permis de dégager une vision africaine commune, s'articulant autour de 6 axes principaux :

1. L'Economie Sociale et Solidaire :

Un outil d'intégration de l'Afrique dans le monde :

L'environnement économique est marqué par la mondialisation des marchés et le maintien des pays du Sud dans des dynamiques d'exploitation et d'expropriation. L'Economie Sociale et Solidaire constitue une réponse à ce phénomène dans la mesure où elle permet une construction de l'Afrique à partir de ses propres valeurs basées essentiellement sur :

- ✓ La production, la transformation et les échanges de produits locaux dans une perspective d'autosuffisance alimentaire ;
- ✓ La logique d'intégration économique par le bas : transformer et échanger d'abord localement ;
- ✓ Le rejet de politiques imposées par l'organisation Mondiale du Commerce (OMC) et les tentatives d'imposer les OGM tout en renforçant la protection des filières agricoles locales
- ✓ La création d'espaces de coopération et de partenariat Sud – Sud.

2. L'Etat doit être social

L'Etat doit affirmer son efficacité, mais il doit aussi être social. Il doit traduire les demandes sociales en politiques de développement pour le plus grand nombre.

Un Etat social est celui qui développe une efficacité maximale de redistribution, basée sur une démocratie par la base. Il doit y avoir une co-production des politiques publiques par l'Etat, la société civile et les acteurs privés ainsi que la mise en place d'un capital social.

Cependant, le poids de la dette rend la tâche difficile aux Etats Africains quant à la satisfaction des besoins de la majorité. Le néolibéralisme compromet le rôle de régulation de l'Etat, rendant ainsi difficile la redistribution des ressources nationales de façon équitable.

Face à l'hégémonie du néo-libéralisme, il faut lutter pour un Etat social.

3. La souveraineté et la sécurité alimentaire : des droits à préserver

Les produits du terroir constituent une opportunité de revenus pour les plus démunis. Il faut donc :

- ✓ Assurer une valorisation globale des produits bio et locaux ;
- ✓ Mettre sur pied des labels bio et les protéger à travers le contrôle de la qualité et de la traçabilité des produits labellisés ;

- ✓ Promouvoir et valoriser le savoir – faire paysan ou traditionnel.

Les populations ont le droit de produire et de choisir ce qu'elles mangent. Les Etats ne doivent permettre que les importations complémentaires, l'Equité dans le commerce et l'agriculture doit permettre au producteur de vivre de son agriculture, d'en contrôler le prix de vente. D'où la nécessité de protéger les marchés africains contre le dumping et d'impliquer la société civile dans la définition des politiques agricoles et les négociations internationales qui s'y rapportent. Par ailleurs, la société civile dénonce le recours incontrôlé aux innovations issues de la modification génétique des plantes et des semences.

Il faut mettre su pied des politiques crédibles concernant les plantes médicinales pour :

- ✓ Assurer la pérennisation du savoir- faire thérapeutique traditionnel ;
- ✓ Protéger les plantes médicinales en contrôlant leur prélèvement et leur régénération ;
- ✓ Assurer le développement de cette filière spécifique pour assuré des revenus conséquents aux producteurs et permettre l'accès à des médicaments à moindre coût pour les populations démunies ;
- ✓ Prendre des dispositions contre le monopôle des brevets qui pourraient être enregistrés par les firmes internationales sur les plantes médicinales.

4. L'ancrage culturel de l'Economie :

Sociale et Solidaire :

La culture constitue un des domaines où l'Afrique peut combattre à armes égales avec le reste du monde. Cependant, l'Afrique est confinée, là aussi, à un rôle marginal, alors que sa richesse culturelle doit lui permettre de jouer un rôle essentiel dans le monde actuel qui se déshumanise de plus en plus. Grâce à sa culture, l'Afrique pourrait apporter au reste du monde ce supplément d'âme qui lui fait défaut actuellement.

Pour y parvenir, voici quelques pistes d'action :

- ✓ La valorisation des populations à la base à travers l'affirmation de leurs langues ainsi que la valorisation des langues nationales et transfrontalières ;
- ✓ La revitalisation des moyens et canaux de communication traditionnelle ;
- ✓ L'éveil des consciences individuelles et collectives aux problématiques et enjeux du développement local national africain et mondial
- ✓ La valorisation des productions culturelles dont le tourisme solidaire.

5. Le travail des femmes, création de richesses :

Les opportunités de promotion sociale offerte aux femmes sont limitées à plusieurs égards, aussi bien au niveau de la famille qu'à celui de la collectivité

L'ensemble des activités domestiques sont généralement considérées comme relevant de la femme.

Ces tâches domestiques, exécutées par toutes les femmes qu'elles soient rurales ou urbaines, ménagères ou salariées ne sont pas comptabilisées en temps, en valeurs monétaires.

Pour tenter de réduire les inégalités et valoriser la place faite aux femmes, l'ESS doit insister sur :

- ✓ L'information, la prise en compte des droits des femmes et la valorisation de leurs compétences ;
- ✓ L'abolition des discriminations à l'égard des femmes en termes de travail ;
- ✓ La reconnaissance des activités des femmes.

6. Réponses alternatives aux demandes des populations ciblées :

Les approches d'intervention qui ont été utilisées dans les programmes de développement économique ont été souvent jugées insuffisantes, sinon inefficaces devant des attentes des populations ciblées. Ceci démontre l'importance de sortir des sentiers battus et de revoir l'approche actuelle. On pourrait par exemple.

- ✓ Mettre sur pied une action conjointe entre les pouvoirs publics et la société civile ;
- ✓ Créer un centre d'Appui conseil aux entreprises d'Economie Sociale et Solidaire ayant pour tâches de former, conseiller, informer et développer la capacité des entrepreneurs oeuvrant dans ce domaine ;
- ✓ Créer un fonds solidaire dont le rôle est de contribuer au financement des différentes activités des centres d'appui et de conseil.

LE RIPESS EN QUELQUES DATES

✓ LIMA 1997

La première Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité s'est tenue à Lima, au Pérou. Elle a permis à divers réseaux et intervenants en Economie Sociale et Solidaire à l'Echelle mondiale de se retrouver et d'échanger leurs expériences et pratiques en la matière. L'Economie Sociale et Solidaire est alors définie comme un ensemble d'activités et de pratiques économiques à finalité sociale qui contribuent à bâtir une nouvelle manière de penser et de vivre l'économie.

✓ QUEBEC 2001

La seconde Rencontre a eu lieu à Québec, autour du slogan « Résister et construire ».

A l'issue de cette rencontre, le comité international de Liaison (CIL) a été créé. Il s'agit d'un instrument de dialogue continu entre les continents pour favoriser la création d'un pôle de résistance aux stratégies néolibérales de gestion de la mondialisation et la construction d'alternatives effectives et durables. Le CIL a décidé lors de sa première rencontre interne, de baptiser le processus sous le nom de Réseau International de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (RIPESS).

✓ DAKAR 2005

La troisième Rencontre internationale de la globalisation de la solidarité – renforcer le pouvoir d’agir des peuples – s’est tenue du 22 au 26 novembre à Dakar, co-organisée par le Groupe Sénégalais d’Economie Sociale et Solidaire (GSESS) et le RIPESS. Cette rencontre a transformé, pendant quelques jours, la capitale sénégalaise en lieu de convergence des acteurs sociaux et des décideurs publics de l’Economie Sociale et Solidaire au niveau mondial. Ce fut l’occasion pour l’Afrique de partager sa vision de l’Economie Sociale et Solidaire avec les autres pays présents.

✓ LUXEMBOURD 2009

La quatrième rencontre internationale de la globalisation de la solidarité a eu lieu au Grand Duché de Luxembourg du 22 au 25 avril 2009(LUX’09) avec comme thème central « Une autre économie existe, les innovations de l’Economie Sociale et Solidaire ».

LUX’09 a permis de :

- mettre en pratique la solidarité;
- vérifier le sens et la réalité d’être en réseau ;
- demander comment et avec quels moyens chacune des expériences en partage respecte les personnes et l’environnement ;
- faire connaître et expérimenter à une échelle plus large les innovations dont l’ESS est naturellement porteuse, de savoir les valoriser et de lancer les formes de coopération pour le futur.

Lux'09 a enfin été l'occasion pour chacun des participants de profiter du potentiel de l'expérience acquise, d'en mesurer l'ampleur et de le démultiplier.

✓ VERS PHILIPPINES 2013

La prochaine rencontre internationale aura en avril 2013 aux Philippines.